

ECO BUSINESS

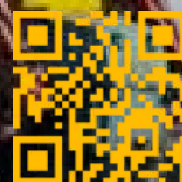
PME - TPE - STARTUP

12 Octobre 2024

www.lodj.ma



TENSIONS AU MOYEN-ORIENT



SCAN ME 

Une nouvelle crise pétrolière pourrait-elle affecter le Maroc ?

L'ODJ
TV
LA WEB TV ECO & ECO

LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE
POUR UN AVENIR DURABLE !

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +500 ÉPISODES



SCAN ME!

SOM MAIRE

WWW.LODJ.MA



LE DOUTE QUI S'INSTALLE :
PLUS GRAVE ENCORE QUE LA
SÉCHERESSE ET L'INFLATION



LES MAROCAINS SE
REMETTENT-ILS VRAIMENT À
CONSOMMER ?



A LA VEILLE DU PLF 2025 :
CROÎTRE À 6,5 % OU
STAGNER ?



LE SÉGRÉGATIONNISME DE
L'UE, LE PRAGMATISME DE
L'ONU



TENSIONS AU MOYEN-
ORIENT : UNE CRISE
PÉTROLIÈRE POURRAIT-ELLE
AFFECTER LE MAROC ?



CYBERATTAQUES AU MAROC
: PLUS DE 40% DES
ORDINATEURS ATTAQUÉS EN
2024

LE DOUTE QUI S'INSTALLE : PLUS GRAVE ENCORE QUE LA SÉCHERESSE ET L'INFLATION



Dans un contexte marqué par l'inflation galopante, la sécheresse persistante et le chômage des jeunes, un malaise plus profond semble aujourd'hui s'installer au sein de la société marocaine : celui du doute, à la fois envers les institutions, l'avenir économique, et même envers les possibilités de réforme. Ce doute, alimenté par des messages contradictoires et un climat d'incertitude, pose des questions sur la stratégie à suivre et les solutions à adopter pour que le pays puisse rebondir. Il est nécessaire de s'interroger :

Pourquoi ce doute s'étend-il aujourd'hui à toutes les sphères de la société ? Est-ce un symptôme d'un malaise profond ou la résultante d'une mécanique préméditée ?

Depuis quelques mois, l'opinion publique marocaine est submergée de déclarations et d'analyses qui semblent ébranler l'élan national. Les forums internationaux et les avancées diplomatiques ont été des succès indéniables, mais cet optimisme se trouve aujourd'hui mis à mal par des messages souvent alarmistes. Les institutions telles que le Haut Commissariat au Plan (HCP), le Conseil économique, social et environnemental (CESE), ou encore la Banque Al-Maghrib (BAM), émettent des rapports qui, bien qu'évidemment fondés, jettent une ombre sur la dynamique nationale.

En conséquence, de plus en plus de Marocains sont gagnés par un doute qui sème le trouble dans les esprits, perturbant ainsi la perception des progrès réalisés par le pays.

Il est important de rappeler qu'en matière de communication politique, il est souvent question de dosage et de mesure. Les messages doivent s'adresser à une audience spécifique en fonction du contexte. Cela ne veut pas dire qu'il faut dissimuler la vérité ou éviter les réalités difficiles, mais il est indispensable de présenter les informations de manière à éviter la panique et la perte de confiance.

LE DOUTE QUI S'INSTALLE : PLUS GRAVE ENCORE QUE LA SÉCHERESSE ET L'INFLATION



Pourtant, il semblerait que la communication actuelle émanant des institutions soit marquée par une dissonance, donnant l'impression que la situation est pire qu'elle ne l'est en réalité. Cela pose une question fondamentale : ce climat d'incertitude est-il le fruit d'une mauvaise coordination, d'un manque de stratégie de communication ou d'une volonté de préparer l'opinion à des décisions difficiles ?

Les effets de cette dissonance se ressentent fortement parmi les jeunes, qui, face au chômage et à la précarité, voient leur espoir en un avenir meilleur s'étioler. La situation économique actuelle est difficile, mais elle n'est pas irréversible. Des efforts ont été faits pour améliorer l'infrastructure, attirer des investissements et renforcer la diplomatie économique. Néanmoins, ce que le pays semble éprouver aujourd'hui est un phénomène de "ruralisation" des villes, marqué par un changement de mode de vie, la présence de nouvelles habitudes et le manque de civisme. Ce phénomène, s'il n'est pas correctement géré, risque de creuser encore plus l'écart entre les citoyens et les institutions.

Il est clair que la transparence est cruciale, surtout en matière économique, mais cette transparence doit être accompagnée de solutions concrètes et de discours qui montrent une voie vers l'avenir. Pendant les années de crise sanitaire et de sécheresse, le Maroc a fait face à des défis majeurs, mais n'a jamais plongé dans un pessimisme collectif. Pourquoi aujourd'hui assiste-t-on à cette multiplication des analyses négatives ? Est-ce une simple coïncidence ou la préparation à des annonces déplaisantes pour la population ?

Cette situation exige une réflexion plus large sur l'état de notre communication et sur la manière de revitaliser la confiance de nos concitoyens. Cela ne veut pas dire occulter les difficultés, mais présenter également les perspectives positives, les projets en cours et les potentiels de redressement. Si nous regardons vers l'avenir, nous savons que le Maroc s'est engagé sur la voie de grands projets économiques et sociaux jusqu'à 2030. L'anticipation et la préparation de ces projets doivent être mieux mises en valeur afin de donner de l'espoir aux jeunes et de rappeler que des opportunités existent encore.

En fin de compte, le prochain discours du Souverain est attendu avec espoir. Il devrait apporter des éclaircissements, des orientations et redonner de l'énergie aux ambitions nationales. Le Maroc n'a pas le luxe de la stagnation. Les défis sont nombreux, certes, mais les potentialités le sont également. Il est temps de redonner aux Marocains confiance en leur avenir, de montrer que le pays peut surmonter ces incertitudes et d'affirmer que, malgré les vents contraires, le chemin de la prospérité reste ouvert à ceux qui ont la volonté de le parcourir.

Les Marocains se remettent-ils vraiment à consommer ?

Reprise ou mirage : La consommation marocaine sous la loupe

La reprise de la consommation au Maroc, amorcée à la mi-2023, semble se confirmer au troisième trimestre de 2024. Selon le Haut-Commissariat au Plan (HCP), **la demande intérieure a enregistré une croissance de 5 %, dépassant ainsi les 4,3 % observés au premier semestre**. Mais ce regain d'activité reflète-t-il véritablement une reprise économique durable, ou cache-t-il des fragilités sous-jacentes ?

Malgré une inflation persistante, notamment en raison de la flambée des prix alimentaires, le pouvoir d'achat des ménages marocains a montré une certaine résilience. Cette évolution peut être attribuée à plusieurs facteurs : l'augmentation des salaires, les aides publiques destinées aux ménages les plus vulnérables, et les transferts financiers venant de l'étranger.

Ces mécanismes ont permis de compenser en partie la pression inflationniste qui pèse sur les ménages, surtout ceux des zones rurales, où l'activité économique a reculé en 2024.

Cependant, cette hausse du pouvoir d'achat pourrait s'avérer temporaire si les pressions inflationnistes persistent. L'amélioration des revenus ne saurait occulter la dépendance croissante aux transferts publics et à l'aide étrangère, posant la question de la durabilité de cette reprise de la consommation.

Les mesures de soutien public sont-elles suffisantes pour compenser la précarité économique de certaines franges de la population ?

Les données du HCP révèlent que la consommation des ménages s'est surtout concentrée sur les produits agroalimentaires et les biens domestiques.

La hausse de 3,2 % de la consommation des ménages, bien que positive, pourrait traduire une consommation davantage guidée par les nécessités que par un véritable regain de confiance. Le secteur agricole, pilier de l'économie marocaine, a quant à lui connu une contribution plus modeste à cette dynamique, ce qui reflète l'impact des conditions climatiques défavorables.

Les Marocains se remettent-ils vraiment à consommer ?

Reprise ou mirage : La consommation marocaine sous la loupe

Cette focalisation sur l'essentiel suggère une consommation contrainte, et non une expansion généralisée.

La vraie question est donc : combien de temps les Marocains pourront-ils maintenir ce niveau de consommation face à des hausses de prix persistantes ?

Le secteur de l'investissement a, quant à lui, affiché une performance impressionnante, avec une hausse de 9,6 % au troisième trimestre.

La baisse des coûts de production, initiée en 2023, a encouragé les entreprises à augmenter leurs dépenses en équipements industriels, soutenues par des crédits bancaires et des financements propres.

Cette dynamique est rassurante pour la croissance économique du pays, mais elle ne doit pas masquer les défis à venir.

En effet, le ralentissement du stockage au troisième trimestre, qui n'a contribué qu'à hauteur de 0,4 point à la croissance, témoigne d'une certaine prudence des entreprises face à l'avenir.

Alors que les flux de crédits d'équipement augmentent, il est crucial de se demander si ce mouvement sera suffisant pour soutenir durablement la reprise de l'économie marocaine.

Les entreprises peuvent-elles maintenir ce niveau d'investissement en dépit des incertitudes économiques et des contraintes budgétaires auxquelles elles sont confrontées ?



Quelles perspectives pour 2025 ?

Les prévisions pour la demande intérieure restent optimistes, en partie grâce à la baisse continue des coûts de production. Cependant, plusieurs interrogations demeurent.

Les ménages pourront-ils maintenir un niveau de consommation soutenu dans un contexte où les revenus restent volatils et l'inflation élevée ?

De même, les entreprises continueront-elles à investir massivement si la demande mondiale ne se redresse pas ?

Il est donc essentiel de rester vigilant face à cette apparente reprise. Si les signaux économiques sont encourageants, le Maroc reste confronté à des défis structurels majeurs, notamment en termes de réduction des inégalités, de diversification économique et de gestion de l'inflation.

Seule une stratégie coordonnée entre politiques publiques, entreprises et ménages permettra de transformer cette reprise en une véritable croissance durable.

A la veille du PLF 2025 : Croître à 6,5 % ou stagner ?

Quelles sont les conditions requises pour atteindre une telle performance économique ?

Le Maroc dispose-t-il des leviers nécessaires pour y parvenir, surtout dans un contexte mondial marqué par l'incertitude ?



Une croissance actuelle reste insuffisante pour répondre aux besoins du marché de l'emploi.

Le débat sur la nécessité pour le Maroc d'atteindre une croissance économique annuelle de 6 à 6,5 % pour prétendre au statut de pays émergent ne cesse d'alimenter les réflexions des économistes et décideurs politiques.

Ce seuil est souvent présenté comme l'indispensable sésame permettant non seulement de propulser le pays sur la scène des économies émergentes, mais aussi de réduire drastiquement le chômage, fléau qui touche particulièrement les jeunes. Toutefois, cet objectif, bien que séduisant sur le papier, semble plus complexe à atteindre dans la réalité économique et sociale du Royaume.

Depuis plusieurs années, la croissance économique du Maroc oscille entre 2 % et 3 %, un taux nettement insuffisant pour répondre à la demande croissante d'emplois, notamment chez les jeunes. Selon des études réalisées par des spécialistes, une croissance d'au moins 6,5 % serait nécessaire pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Ce chiffre soulève toutefois de nombreuses interrogations :

Quelles sont les conditions requises pour atteindre une telle performance économique ?

Le Maroc dispose-t-il des leviers nécessaires pour y parvenir, surtout dans un contexte mondial marqué par l'incertitude ?

L'un des défis majeurs auxquels le pays fait face réside dans l'instabilité des secteurs porteurs, comme l'agriculture, fortement dépendante des aléas climatiques.

De plus, la diversification de l'économie marocaine reste encore inachevée, malgré les efforts de modernisation et de réindustrialisation entrepris ces dernières années.

Pour espérer approcher cette barre symbolique de 6,5 %, il est impératif d'investir massivement dans les infrastructures, l'éducation, et les secteurs technologiques.

A la veille du PLF 2025 : Croître à 6,5 % ou stagner ?

Le secteur privé, un acteur central mais encore sous-exploité

L'un des leviers essentiels pour soutenir cette dynamique de croissance repose indéniablement sur le secteur privé. Celui-ci constitue un pilier majeur dans la création d'emplois. Pourtant, il fait face à des obstacles structurels qui limitent son plein potentiel, notamment une faible attractivité pour les investissements étrangers et une réglementation parfois contraignante. L'émergence de partenariats public-privé solides pourrait changer la donne. En stimulant l'investissement privé, le Maroc pourrait bénéficier d'un écosystème économique plus dynamique et innovant, capable de générer des opportunités d'emploi durables.

Cependant, cela soulève une question cruciale : le gouvernement marocain parviendra-t-il à offrir les conditions nécessaires à cette expansion, notamment en termes de fiscalité, d'infrastructures et de simplification des démarches administratives ? Si ces freins ne sont pas levés, l'objectif de croissance de 6,5 % pourrait rester hors de portée.

L'organisation de la Coupe du Monde 2030, une opportunité ou un mirage ?

L'un des arguments avancés pour soutenir la possibilité d'une croissance économique accélérée est l'organisation conjointe de la Coupe du Monde 2030. Cet événement majeur pourrait jouer un rôle catalyseur, en attirant des investissements étrangers et en stimulant la construction d'infrastructures de grande envergure. Il est indéniable que la Coupe du Monde représente une vitrine internationale pour le Royaume, avec un potentiel d'impact économique significatif dans des secteurs comme le tourisme, l'hôtellerie, ou encore les services. Mais un tel événement peut-il réellement avoir un effet durable sur la dynamique économique du pays ?

Les précédents d'autres nations ayant organisé des événements similaires montrent que les retombées sont souvent limitées dans le temps et principalement concentrées sur les grandes villes. Pour que cet effet de levier profite réellement à l'ensemble de l'économie marocaine, il est impératif de mettre en place des stratégies de développement régionales inclusives, évitant de creuser les écarts entre les métropoles et les zones rurales.

Atteindre une croissance de 6,5 % n'est pas qu'un objectif économique, c'est une nécessité sociale. Le chômage, particulièrement chez les jeunes, reste l'une des préoccupations majeures du pays. En dépit des efforts de formation et des initiatives comme celles menées différents acteurs, qui cherchent à mieux préparer les jeunes au marché de l'emploi en les dotant de compétences adaptées, la demande dépasse de loin l'offre disponible. La clé d'une résorption durable du chômage repose donc sur cette dynamique de croissance.

Mais au-delà des chiffres, c'est une transformation profonde du tissu économique qui est nécessaire, une transformation qui doit impliquer tant le secteur public que privé, et inclure tous les territoires, urbains comme ruraux.

Le Maroc peut-il relever le défi de la croissance à 6,5 % ?

Le chemin vers l'émergence économique du Maroc est semé d'embûches. Si la croissance reste un impératif, les moyens pour l'atteindre demeurent incertains. Les autorités marocaines devront naviguer habilement entre réformes structurelles, développement des infrastructures et soutien au secteur privé pour espérer atteindre ce taux de 6,5 %. Sans cela, l'ambition de voir le Royaume s'imposer comme un acteur économique émergent pourrait rester un rêve inaccessible.

LE SÉGRÉGATIONNISME DE L'UE, LE PRAGMATISME DE L'ONU

La Cour de Justice de l'Union Européenne (CJUE) a confirmé, dans un arrêt publié le 4 octobre, l'annulation des accords de pêche et agricoles entre le Maroc et l'Ue, conclus en 2019 et contestés par les séparatistes du polisario.

La raison invoquée pour justifier cette annulation serait l'absence du consentement explicite des populations des provinces du Sud du Maroc.

Les consultations auprès des habitants des provinces du Sud, qui ont précédé la conclusion des accords de 2019, pour vérifier que ces derniers leurs profitent réellement, auraient été trop inclusifs, la CJUE prônant plutôt la ségrégation.

L'Ue tente, en effet, d'imposer une distinction, parmi les Marocains habitants desdites provinces, entre ceux qui en sont originaires et ceux qui s'y

sont installés après la récupération du Sahara, auparavant sous colonisation espagnole, en 1975.

Car, c'est un autre son de cloche que l'on entend du côté du siège des Nations Unies, à New-York, où le Conseil de sécurité examine, au courant de ce mois d'octobre, les dernières évolutions de l'affaire du Sahara, avant d'annoncer sa résolution relative au prolongement, pour une autre année, du mandat de la MINURSO.

La Suisse, qui assume la présidence tournante du CS de l'Onu en octobre, a planifié trois rencontres au sujet de l'affaire du Sahara, celle du 16 octobre étant consacrée à l'audition du rapport du SG de l'Onu, Antonio Guterres, dont le contenu a déjà été diffusé par les médias.

Guterres a mis l'accent sur deux points essentiels. La futilité des agitations pseudo-guerrières du polisario, cherchant surtout à maintenir dans la région des « tensions de basse intensité ». Et l'absence de volonté de l'Algérie de reprendre les négociations sous le format des « tables rondes », afin d'aboutir à une solution politique négociée qui puisse mettre fin à cette affaire qui traîne depuis près d'un demi-siècle.

Parallèlement, le SG de l'Onu souligne qu' : « au cours de la période considérée, le Maroc a continué à intensifier le développement d'infrastructures, de projets d'énergie renouvelable et d'activités commerciales à l'ouest du mur ».



Le ségrégationnisme de l'UE, le pragmatisme de l'ONU



Il n'est nulle part fait mention, dans le rapport onusien, d'une quelconque forme de ségrégation opérée par les autorités marocaines entre les habitants des provinces du Sud qui en sont originaires et ceux qui s'y sont installés après le départ du colonisateur espagnol.

Tous sont Marocains et tous bénéficient, au même titre, des richesses produites dans les provinces du Sud où ils résident. C'est également le cas des Marocains originaires des provinces du Sud résidant dans les autres provinces du royaume, le ségrégationnisme n'étant pas une valeur marocaine.

Le long du Sud des côtes atlantiques, des chalutiers russes et asiatiques attendent que leurs confrères européens soient condamnés au chômage.



Tensions au Moyen-Orient : une crise pétrolière pourrait-elle affecter le Maroc ?

Alors que les tensions au moyen-orient continuent de s'aggraver, une crise pétrolière mondiale menace de perturber gravement l'économie marocaine. Le Maroc, fortement dépendant des importations de pétrole, pourrait subir des répercussions économiques dévastatrices si les prix du brut venaient à s'envoler.

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient plongent le monde dans l'incertitude, avec un risque accru de crise pétrolière qui pourrait avoir des conséquences désastreuses pour de nombreux pays, dont le Maroc. L'économie marocaine, qui repose en grande partie sur les importations de pétrole, pourrait se retrouver fragilisée si les prix du brut venaient à connaître une nouvelle flambée en raison des conflits dans la région.

Le Maroc, comme beaucoup d'autres pays en développement, est extrêmement vulnérable aux fluctuations du marché mondial du pétrole. Les récentes tensions entre l'Iran, l'Arabie saoudite et d'autres acteurs régionaux ont alimenté les craintes d'une perturbation de l'approvisionnement en pétrole, qui pourrait entraîner une hausse vertigineuse des prix.

Pour le Maroc, cette perspective est particulièrement inquiétante, car une telle crise pourrait entraîner une augmentation des coûts de l'énergie, une inflation galopante et un ralentissement économique marqué. La dépendance du Maroc à l'égard des importations pétrolières est bien documentée. Le pays importe environ 90 % de ses besoins énergétiques sous forme de pétrole et de gaz naturel, ce qui le rend particulièrement sensible aux chocs sur les prix des matières premières.

Si une crise pétrolière venait à se matérialiser, le coût des importations de pétrole augmenterait de manière significative, mettant une pression supplémentaire sur la balance commerciale du pays et aggravant le déficit budgétaire.

Un tel scénario aurait également des répercussions sur le quotidien des citoyens marocains. L'augmentation des prix du pétrole se répercuterait inévitablement sur le coût des transports, de l'électricité, et de nombreux biens de consommation courante. Les ménages marocains, déjà affectés par la hausse du coût de la vie ces dernières années, risquent de faire face à une nouvelle vague de difficultés économiques. Les prix des denrées alimentaires, fortement liés aux coûts de transport, pourraient eux aussi connaître une inflation rapide, mettant encore plus à mal le pouvoir d'achat des familles.

Face à cette menace, le gouvernement marocain tente de préparer des plans d'urgence pour atténuer les impacts d'une éventuelle crise pétrolière. Des discussions ont été engagées avec des partenaires internationaux pour sécuriser des approvisionnements alternatifs en énergie, tandis que des efforts sont déployés pour accélérer la transition vers les énergies renouvelables. Cependant, ces initiatives, bien que louables, pourraient ne pas suffire à compenser les effets immédiats d'une crise pétrolière mondiale.

Les experts estiment qu'en cas de flambée des prix du pétrole, le Maroc pourrait voir sa croissance économique ralentir de manière significative. L'impact sur les secteurs clés, comme le tourisme, l'agriculture et l'industrie, pourrait être dévastateur, car ces secteurs sont tous fortement dépendants des coûts de l'énergie. En outre, une hausse des prix de l'énergie pourrait forcer le gouvernement à augmenter les subventions énergétiques, aggravant ainsi la situation budgétaire du pays.

Cependant, tout n'est pas sombre. Le Maroc a fait des progrès significatifs dans le développement des énergies renouvelables, en particulier grâce à ses investissements dans le solaire et l'éolien. Ces efforts, s'ils sont intensifiés, pourraient aider à réduire la dépendance du pays au pétrole à long terme. Toutefois, pour l'heure, le royaume reste vulnérable aux chocs pétroliers à court terme.

Alors que le monde se trouve au bord d'une nouvelle crise énergétique, le Maroc doit naviguer avec prudence pour protéger son économie et ses citoyens des impacts potentiels. La situation au Moyen-Orient reste volatile, et la moindre étincelle pourrait déclencher une nouvelle flambée des prix du pétrole, mettant à l'épreuve la résilience économique du royaume.

WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ويب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

DISPONIBLE SUR
Google Play



SCAN ME!

R212
L212j

L'Intelligence artificielle éclairée par le Nobel : Un duo de pionniers à l'honneur !

Cette année, le prix Nobel de physique met en lumière une discipline qui a captivé l'attention du monde entier : l'intelligence artificielle. Les lauréats, John Hopfield et Geoffrey Hinton, ont été honorés pour leurs contributions essentielles au développement des réseaux de neurones artificiels, qui constituent la base de l'IA moderne. Ce choix de l'Académie royale des sciences de Suède souligne l'importance croissante de l'IA dans notre société actuelle.

L'intelligence artificielle, longtemps considérée comme un domaine futuriste, est désormais omniprésente, influençant divers secteurs allant de la santé à l'éducation, en passant par les transports. Les travaux de Hopfield et Hinton ont ouvert la voie à des avancées technologiques révolutionnaires, permettant aux machines d'apprendre et de s'adapter à des environnements complexes. Leur recherche a non seulement façonné le paysage technologique, mais a également suscité des débats éthiques sur l'avenir de l'IA et son impact sur l'humanité.

John Hopfield, âgé de 91 ans, est reconnu pour ses modèles mathématiques qui ont permis de mieux comprendre le fonctionnement des réseaux de neurones. Geoffrey Hinton, quant à lui, à 76 ans, est souvent surnommé le "parrain de l'IA" pour ses travaux pionniers qui ont conduit à l'essor des systèmes d'apprentissage profond. Ensemble, ils incarnent l'esprit d'innovation et de recherche qui caractérise le prix Nobel.



Hopfield et Hinton : Les architectes de l'IA récompensés par le Nobel de physique !

En récompensant ces deux scientifiques, l'Académie souligne non seulement leur contribution à la physique, mais aussi leur rôle crucial dans la transformation technologique de notre époque.

Ce prix Nobel de physique 2024 est un hommage à une discipline qui continue de façonner notre avenir, tout en rappelant l'importance de la recherche fondamentale dans le développement de technologies qui changent le monde.



Cyberattaques au Maroc : plus de 40% des ordinateurs attaqués en 2024

Le Maroc fait face à une vague sans précédent de cyberattaques en 2024. Un rapport alarmant publié par Kaspersky révèle que plus de 40,39 % des ordinateurs utilisés dans les systèmes de contrôle industriel (ICS) ont été la cible de logiciels malveillants durant les six premiers mois de l'année.

Ce chiffre place le royaume parmi les pays les plus touchés par ce type de menaces en Afrique du Nord.

Les attaques informatiques sont devenues une réalité incontournable pour les entreprises marocaines, quelle que soit leur taille ou leur secteur d'activité. Les systèmes de contrôle industriel, qui sont essentiels au bon fonctionnement des infrastructures critiques, comme l'énergie, les transports ou encore les télécommunications, sont particulièrement vulnérables à ces cybermenaces.

Pour de nombreux experts, cette hausse exponentielle des attaques reflète une faiblesse structurelle dans la sécurité informatique du pays, notamment dans le secteur industriel.



Les cyberattaques contre les ordinateurs marocains ont atteint un niveau inquiétant au premier semestre 2024. Plus de 40 % des ordinateurs de contrôle industriel (ICS) ont été ciblés par des logiciels malveillants, selon un rapport de kaspersky.

Cette montée en puissance des cybermenaces soulève des inquiétudes sur la sécurité numérique dans le royaume.

Cyberattaques au Maroc : plus de 40% des ordinateurs attaqués en 2024

Le rapport de Kaspersky met en lumière des failles béantes dans la protection des systèmes informatiques marocains. Les logiciels malveillants utilisés lors de ces attaques varient en complexité et en objectifs, allant du simple vol de données à la prise de contrôle totale des systèmes ciblés. Ces menaces pèsent lourdement sur l'économie nationale, car les interruptions causées par ces cyberattaques peuvent avoir des répercussions désastreuses, non seulement en termes de pertes financières, mais aussi en termes de sécurité nationale.

Au-delà des aspects financiers, les cyberattaques posent un véritable défi en matière de confiance numérique. Pour les entreprises marocaines, qui sont de plus en plus intégrées dans l'économie mondiale, la protection des données devient une priorité absolue. Pourtant, la mise en place de mesures de sécurité suffisantes reste souvent insuffisante ou mal adaptée à l'évolution rapide des menaces. Beaucoup d'entreprises peinent encore à prendre la mesure de l'ampleur du problème, ce qui les rend vulnérables à des attaques de plus en plus sophistiquées.

Face à cette menace grandissante, le gouvernement marocain a récemment pris des initiatives pour renforcer la sécurité des systèmes informatiques critiques. Cependant, pour de nombreux observateurs, ces mesures demeurent insuffisantes. Le développement de nouvelles législations et la mise en place d'organismes de surveillance sont certes des avancées positives, mais elles peinent à suivre le rythme de l'évolution des cybermenaces. Il est donc urgent de renforcer la coopération entre les acteurs publics et privés pour bâtir une véritable stratégie de cybersécurité à l'échelle nationale.

La cybersécurité devient un enjeu crucial pour l'avenir du Maroc. Alors que le pays continue de se moderniser et d'adopter les nouvelles technologies, il est impératif que la sécurité numérique suive cette évolution. Si rien n'est fait pour contrer cette vague de cyberattaques, les répercussions pourraient être graves, affectant non seulement l'économie, mais aussi la stabilité et la sécurité du pays.

Les experts recommandent de sensibiliser davantage les entreprises et les institutions publiques aux risques numériques, et de renforcer les capacités de réaction en cas d'attaque. Des investissements massifs sont nécessaires pour moderniser les infrastructures informatiques et former des professionnels capables de protéger efficacement les systèmes critiques. La lutte contre les cyberattaques doit devenir une priorité nationale, avant que ces menaces invisibles ne causent des dommages irréparables.

La science identifie un remède imparabile contre la mauvaise haleine **AU TRAVAIL**



La mauvaise haleine, également connue sous le nom d'halitose, est un problème répandu qui affecte des millions de personnes à travers le monde. Pendant des décennies, divers remèdes ont été proposés, oscillant entre le masquage temporaire de l'odeur et des tentatives plus radicales pour l'éliminer. Cependant, il semble que la science ait fait un bond en avant dans la recherche d'une solution durable.

Selon une étude récente menée par des chercheurs de l'Ohio State University, le yaourt nature pourrait bien être un remède efficace contre la mauvaise haleine. Le yaourt, déjà reconnu pour ses bienfaits digestifs, présente des propriétés intéressantes dans la lutte contre les bactéries responsables de l'halitose.

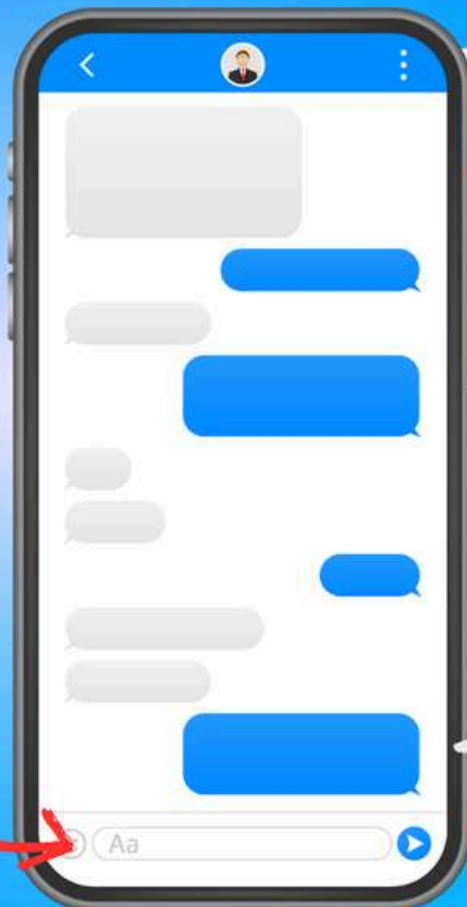
En effet, la mauvaise haleine est souvent causée par la prolifération de certaines bactéries dans la bouche, qui produisent des composés sulfurés volatils responsables des odeurs désagréables. Le yaourt nature, grâce à sa teneur en probiotiques et en bactéries bénéfiques, pourrait aider à réduire cette prolifération en rééquilibrant la flore buccale. Ces micro-organismes bénéfiques inhiberaient ainsi la production des composés malodorants.

De plus, le yaourt est une source de calcium et de vitamines, favorisant une meilleure santé buccale en renforçant les dents et les gencives. C'est donc un remède à la fois naturel, économique et bénéfique pour la santé générale.

Bien que ces résultats soient prometteurs, les chercheurs précisent que des études supplémentaires sont nécessaires pour confirmer l'efficacité à long terme du yaourt dans la lutte contre l'halitose. Toutefois, cette découverte pourrait bien révolutionner la manière de traiter ce problème gênant de manière naturelle.

L'ODJ CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME





La société marocaine Aerodrive Engineering Services (AES) a annoncé le succès du premier vol de son drone militaire ATLAS ISTAR, un appareil entièrement conçu et fabriqué au Maroc.

Cette avancée technologique constitue une étape majeure dans le développement d'un système aérien sans pilote sophistiqué, destiné aux missions de surveillance et de collecte de renseignements militaires, renforçant ainsi les capacités stratégiques du pays.

MISE EN SERVICE DU PARC ÉOLIEN JBEL LAHDID



750 DIRHAMS LE GRAMME

Depuis le 25 septembre 2024, les prix de l'or connaissent une envolée spectaculaire au Maroc, dépassant 750 dirhams le gramme, atteignant des niveaux inédits.

Cette hausse rapide et continue a provoqué de vives tensions entre les distributeurs et les commerçants...

DRONE MILITAIRE MAROCAIN ATLAS ISTAR



L'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) a annoncé, ce vendredi 11 octobre, la mise en service du parc éolien Jbel Lahdid, d'une capacité de 270 mégawatts, pouvant alimenter une ville de 1,2 million d'habitants.

Avec cette réalisation, la capacité totale en énergies renouvelables du Maroc atteint 5,44 GWh, dont 2,4 GWh d'origine éolienne, représentant 45 % de la production électrique nationale.



EIU : MAROC AU 82 RANG

Entre 2003 et 2023, le Maroc s'est classé au quatrième rang sur 82 pays qui ont réussi à améliorer nettement leur climat des affaires, selon l'indice de l'Economist Intelligence Unit (EIU). A noter que le Royaume vient en première position dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

UM6P AU TOP 500



4.2 MILLIARDS DE DH VOLÉ

Le détournement d'une somme colossale aurait été opéré depuis un compte domicilié dans une agence bancaire à Tanger, puis transféré vers un compte bancaire à Inezgane par des malfaiteurs. Le montant de 4,2 milliards de dirhams est évoqué...



L'Université Mohammed VI Polytechnique (UM6P) a fait son entrée dans le Top 500 mondial du « Times Higher Education World University Rankings 2025 », une première pour une institution marocaine. Ce classement prestigieux reconnaît l'excellent

ce académique de l'UM6P, fondée en 2017, en la plaçant non seulement parmi les meilleures universités au monde, mais aussi comme leader incontesté au Maroc et en Afrique.



La bienveillance au travail

Dans le cadre de cet entretien exclusif avec Sophia El Khensae Bentamy, Coach & Formatrice d'Entreprise, réalisé par Lodj.ma, nous abordons un sujet fondamental : l'importance de la bienveillance dans notre communication quotidienne. Madame Bentamy nous partage ses réflexions sur la manière dont chaque mot que nous prononçons peut transformer notre vie et celle des autres, et comment la bienveillance, qu'elle soit verbale ou para-verbale, peut véritablement enrichir nos relations personnelles et professionnelles. marocain dans la gestion publique.

Cinq questions à Sophia El Khensae Bentamy

Vous mentionnez que nous sommes tous des acteurs dans le grand théâtre de la vie. Comment cela influence-t-il notre manière de communiquer ?

Sophia El Khensae Bentamy : Dans le théâtre de la vie, chaque instant est une scène où nous interprétons des scénarios de langage.

Chaque mot que nous choisissons a un impact sur nous et sur les autres. En nous concentrant sur le choix de nos mots et en étant conscients de ce que l'on prononce, nous sommes capables de faire de chacun de ces mots une plume légère, colorée de bienveillance.

Cela contribue à créer une communication positive et à améliorer nos relations avec nous-mêmes et les autres.

La bienveillance est un mot qui revient souvent dans votre discours. Pourquoi est-elle si importante dans la communication ?

Sophia El Khensae Bentamy : La bienveillance est essentielle pour construire des relations positives et constructives.

En étant bienveillants envers nous-mêmes, nous le devenons plus naturellement envers les autres. La bienveillance, c'est semer des mots positifs, encourageants, et gratifiants sur notre chemin et celui des autres, comme des fleurs qui fleuriront dans les âmes et les esprits.

C'est également un exercice d'élégance et une dépendance positive, car elle nourrit nos relations et notre bien-être.

Vous évoquez les "limites bienveillamment identifiées". Pouvez-vous nous en dire plus sur ce concept ?

Sophia El Khensae Bentamy : Connaître ses limites est important, mais il ne faut pas les voir comme des freins. La bienveillance nous aide à considérer ces limites non pas comme un obstacle, mais comme un point de départ pour les dépasser et progresser.

C'est un processus qui commence par transformer les pensées limitantes en objectifs réalisables. Une fois que l'aspect psychologique est travaillé, les actions suivent naturellement.

La bienveillance nous permet de transformer nos doutes en une source de motivation.



La bienveillance au travail

Vous parlez de "para-mots" ou de "para-verbal". Quelle est leur importance dans la communication bienveillante ?

Sophia El Khensae Bentamy : Le para-verbal, c'est tout ce qui concerne la façon dont nous disons les choses : la hauteur, le rythme, le ton de la voix. C'est l'emballage de nos mots, et comme pour tout emballage, il est important qu'il soit soigné. Un mot bienveillant mal exprimé peut perdre de son impact. Par exemple, un simple "bonjour" peut être transformé en un outil puissant de connexion s'il est accompagné du bon ton de voix, de la bonne posture et d'une gestuelle positive.



Vous parlez de "para-mots" ou de "para-verbal". Quelle est leur importance dans la communication bienveillante ?

Sophia El Khensae Bentamy : Le para-verbal, c'est tout ce qui concerne la façon dont nous disons les choses : la hauteur, le rythme, le ton de la voix. C'est l'emballage de nos mots, et comme pour tout emballage, il est important qu'il soit soigné. Un mot bienveillant mal exprimé peut perdre de son impact. Par exemple, un simple "bonjour" peut être transformé en un outil puissant de connexion s'il est accompagné du bon ton de voix, de la bonne posture et d'une gestuelle positive.



Comment pouvons-nous, au quotidien, améliorer notre communication pour qu'elle soit plus bienveillante ?

Sophia El Khensae Bentamy : L'entraînement est simple et efficace : évitez de dire aux autres ce que vous n'aimeriez pas qu'on vous dise. La règle est de trier nos mots pour ne conserver que ceux qui résonnent positivement. Des mots tels que "merci", "bonjour" ou "au revoir", accompagnés d'un sourire, peuvent éclairer une journée et même une vie. En étant attentifs à notre langage, qu'il soit verbal ou para-verbal, nous pouvons instaurer une communication qui contribue au bien-être de tous.





www.pressplus.ma



LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%
FREE



Pressplus est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire une centaine de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME